



YouTube



Dimanche

6 juillet 2025

12 pages

No. 681

GRATUIT

« La caisse pas vide » version Renganaden Padayachy



Le déficit s'élevait approximativement à Rs 192 millions par jour sous le MSM

■ Cet excédent négatif a été ramené à **Rs 100 millions** sous le présent gouvernement

L'ex-grand argentier tente de détourner l'attention de sa gestion passée : dettes laissées en plan, fonds publics dilapidés, promesses sociales bafouées. Une opération de communication qui masque mal les dérives d'un mandat marqué par l'opacité et le cynisme budgétaire

Lutte contre la drogue



La NADC passe à l'action

Drug Rehabilitation Centre à Petit-Verger

Préparer les détenus à une réinsertion durable

Affaire Lilram Deal



L'ACP, au cœur d'un scandale à Rs 250 millions, reste en détention

Incendie au ministère de la Sécurité sociale

Une tentative de destruction de preuves ?

Diogo Jota
1996-2025



Le monde du football pleure la mort de Diogo Jota

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
 Hot & Cold Functions,
 Stewing, Braising,
 Steaming, Blending
 Dry & Wet Grinding,
 Smoothie, Porridge,
 Hot Soup, Ice Crushing
 and many more.

300°C
 Resistance to cold
 and heat shock

Five Layers
 Composite Cup

Health
 Thickened
 Borosilicate
 Glass

	
1250ML Hot Drink	1500ML Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Nouvelles allocations pour les 60 ans

Un soutien immédiat, mais l'urgence des réformes demeure

Comme promis, le gouvernement a annoncé une nouvelle allocation de Rs 10,000 par mois pour les Mauriciens atteignant 60 ans à partir du 1er septembre 2025, une mesure qui vise à atténuer l'impact du report progressif de l'âge de la pension de base de 60 à 65 ans sur une période de cinq ans.

Cette allocation ciblée, soumise à des conditions de revenu (Rs 10 000 pour une personne seule, Rs 20 000 pour un couple), représente un engagement concret envers les familles qui peinent à joindre les deux bouts avant l'âge officiel de la retraite. Elle devrait bénéficier à environ 7 500 personnes par tranche d'âge chaque année, soit près de 46% des Mauriciens atteignant 60 ans, et représente un effort budgétaire de Rs 8,7 milliards sur cinq ans.

« La plupart des bénéficiaires seront des femmes au foyer, des retraités, des employés et des travailleurs indépendants qui répondent aux critères, ce qui représente un groupe plus large que les critères initiaux qui se concentraient sur les secteurs aux conditions de travail difficiles », a expliqué le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, à l'Assemblée nationale, vendredi.

Cependant, cette mesure, aussi nécessaire soit-elle, ne peut à elle seule résoudre la crise structurelle du système de pension à Maurice.



Le coût de la pension de base a explosé, passant de 1,9% du PIB en 2010 à 7,8% en 2024-2025, atteignant Rs 55,4 milliards cette année et projeté à Rs 100 milliards d'ici 2035. Cette augmentation vertigineuse est amplifiée par le vieillissement rapide de la population et un taux de natalité en baisse, réduisant le ratio de travailleurs actifs par retraité de 7 en 2000 à 2,7 aujourd'hui, et à 2 d'ici 2035.

Sans réforme, le risque est réel : ne plus pouvoir garantir de pension à personne, ni aujourd'hui, ni demain. Malgré le mécontentement initial exprimé

par de nombreux Mauriciens suivant l'annonce de la réforme de la pension dans le budget, il faut souligner que le gouvernement a pris ses responsabilités en optant pour une réforme progressive, en augmentant l'âge d'éligibilité de manière graduelle tout en instaurant, depuis vendredi, des allocations transitoires, afin de protéger les plus vulnérables et d'éviter des chocs brutaux aux familles. Le gouvernement a compris que les plus vulnérables ne peuvent pas continuer à souffrir à cause de la mauvaise gestion du précédent régime.

En parallèle, des comités inter-ministériels et une commission d'experts travailleront sur une réforme en profondeur des trois piliers du système de pension, incluant le remplacement de la Contribution Sociale Généralisée par un système plus durable.

L'objectif est clair : garantir un système de pension fiable pour les générations actuelles et futures, tout en maintenant l'équilibre budgétaire du pays. Cette réforme, bien que difficile, est un acte de responsabilité et de justice intergénérationnelle. Les allocations annoncées ne doivent pas masquer l'urgence d'agir collectivement pour assurer la pérennité d'un système de retraite qui reste l'un des piliers de la cohésion sociale mauricienne.

Opinion

Pas un choix, mais une nécessité

« Où est le changement promis ? » s'interrogent les Mauriciens. Les doutes, les craintes, la colère, et l'exaspération s'empilent. Hélas, beaucoup de nos compatriotes ne comprennent pas que le changement ne s'opère pas à coup de baguette magique. Et que la baguette magique elle-même n'existe pas. Rien ne peut changer en une nuit. Les transformations significatives - qu'elles soient personnelles, sociales, économiques ou politiques - nécessitent du temps, de la patience et de la persévérance. Cette réalité peut parfois être frustrante, surtout dans notre époque où l'immédiateté est valorisée. Pour pouvoir voir et comprendre le changement, il faut alors qu'il y ait d'abord un changement de mentalité.

Le changement, dans le contexte actuel, commence surtout par la prise de décisions difficiles, voire impopulaires. Le Premier ministre l'a clairement dit : la réforme de la pension de vieillesse n'est pas un choix mais une nécessité, car le système actuel est devenu insoutenable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les dépenses liées à la pension de vieillesse sont passées de 1,9 % du PIB en 2010 à 7,8 % en 2025, atteignant Rs 55,4 milliards cette année et risquant de dépasser Rs 100 milliards en 2035. Avec une population vieillissante et un ratio de travailleurs par retraité en chute libre, nous faisons face à une menace réelle

pour la stabilité financière du pays et la sécurité de nos aînés.

Mais il est essentiel de rappeler pourquoi nous en sommes là. Le gouvernement précédent, sous Pravind Jugnauth, a laissé un véritable chaos financier derrière lui : des déficits budgétaires chroniques, une dette publique qui explose, des emprunts à répétition pour financer des projets mal planifiés, parfois inutiles, tout cela au détriment des générations futures. On ne peut pas oublier les milliards gaspillés dans des projets sans retombées claires, les surfacturations, le manque de transparence dans l'octroi des contrats, et les emprunts massifs qui n'ont fait qu'alourdir le fardeau de notre dette.

Aujourd'hui, ceux qui clament que « la caisse n'est pas vide » sont précisément ceux qui l'ont pillée par des gaspillages et une mauvaise gestion, et qui osent donner des leçons alors qu'ils ont contribué à la situation alarmante dans laquelle nous nous trouvons. Nul ne souhaite devenir impopulaire par choix, mais il s'agit aujourd'hui d'un mal nécessaire pour le pays, et pour ceux-là mêmes qui refusent de voir la réalité en face. C'est cela aussi le changement : avoir le courage de prendre des décisions difficiles pour protéger l'avenir de tous, même lorsque ces décisions sont douloureuses. Gouverner, ce n'est pas fuir ses responsabilités pour plaire à court terme, c'est agir avec lucidité

et responsabilité pour ne pas condamner le pays à l'effondrement demain.

Il y a eu ces dernières années, une surenchère concernant le montant de la pension. Nos aînés ont été les principales cibles de mesures électoralistes. Il est évident que cela ne pouvait continuer. La décision de réformer la pension et de graduellement augmenter l'âge de l'éligibilité est une mesure difficile, et a peut-être péché par un manque d'explication et de préparation au préalable de l'opinion publique, mais c'est une mesure responsable. En parallèle, le gouvernement a démontré qu'il sait être à l'écoute en mettant en place un soutien aux plus vulnérables avec un revenu de Rs 10 000 pour ceux qui atteignent 60 ans, assurant qu'aucun Mauricien ne sera abandonné dans cette transition.

Il est temps de refuser l'hypocrisie politique et d'assumer la vérité : sans réforme, demain il n'y aurait plus de pension, ni pour les retraités d'aujourd'hui, ni pour ceux de demain. Il est temps de protéger nos aînés avec un système viable, tout en tirant les leçons des gaspillages d'hier. Ce n'est qu'en combinant compassion, responsabilité et courage que nous pourrions garantir une retraite digne aux générations futures, sans tomber dans les erreurs des gouvernements passés qui ont sacrifié l'avenir pour leurs intérêts politiques immédiats.

« *La caisse pas vide* » version Renganaden Padayachy

Le déficit s'élevait approximativement à Rs 192 millions par jour sous le MSM

• Cet excédent négatif a été ramené à Rs 100 millions sous le présent gouvernement

L'ex-ministre des Finances, Renganaden Padayachy, est monté au créneau cette semaine pour prétendre que « *la caisse pas vide* ». L'État, a-t-il précisé, encaisse Rs 611 millions par jour. Mais il a sciemment caché certaines vérités afin de tenter de mener la population en bateau.

La vérité ? Selon les derniers chiffres disponibles pour l'année financière 2025-2026, l'actuel gouvernement récolte Rs 611 millions par jour, mais il dépense également Rs 711 millions par jour. Or, sous le régime MSM, avec Renganaden Padayachy à la tête des finances publiques durant l'année financière 2024-2025, les revenus s'élevaient à Rs 499 millions par jour, tandis que les dépenses atteignaient Rs 691 millions par jour. Sous le règne du MSM, le déficit quotidien tournait donc autour de Rs 192 millions.

Ce que Renganaden Padayachy ne vous dira pas non plus, c'est qu'avec le nouveau gouvernement de l'Alliance du Changement, ce déficit a été réduit à Rs 100 millions par jour grâce à une gestion plus disciplinée et orientée vers la réduction des gaspillages. Voilà la différence entre ses démagogues, comme il sait si bien le faire avec, par exemple, son « *boom économique* » inexistant, et la réalité. Il a décidé de surfer sur la réforme de la pension pour tenter de se refaire une virginité politique alors qu'il a été



l'un des pires ministres des Finances que ce pays a eus.

Si la caisse n'était pas vide comme le prétend l'ex-ministre des Finances, pourquoi le gouvernement MSM a-t-il laissé une dette de Rs 1 milliard pour les vaccins de Covid-19 ? Pourtant, la STC avait récolté Rs 1,4 milliard en taxes (pour les vaccins de Covid-19) sur le carburant pour la période de juillet 2021 à juin 2022, pressant les motocyclistes et automobilistes à chaque plein ? Où est passé cet argent ? Si la caisse n'était pas vide, pourquoi ne pas avoir payé ces vaccins immédiatement ?

Même chose sur les prix des carburants : malgré les Rs 1,4 milliards récoltés via la STC, le gouvernement MSM a refusé d'alléger la charge des consommateurs pendant des années,

gardant les prix élevés même lorsque les prix mondiaux chutaient. Si la caisse n'était pas vide, pourquoi a-t-il continué à étouffer le peuple, malgré les nombreuses protestations populaires ?

Si la caisse n'était pas vide comme le prétend Padayachy, pourquoi le gouvernement MSM a-t-il laissé une dette de Rs 515 millions envers la SADC, jusqu'à risquer de placer Maurice sous sanction ? Une « *caisse pleine* » aurait dû permettre de régler cette obligation sans drame, si ce n'était pas qu'un slogan.

Et que dire de la promesse électorale d'une pension à Rs 13 500 dès 2019, faite en fanfare et restée lettre morte pendant tout le mandat du MSM, jusqu'à ce qu'en période électorale le gouvernement de Pravind Jugnauth se réveille, comme par

hasard, pour commencer à l'implémenter par un système de ciblage ? Si l'argent était disponible, pourquoi avoir fait attendre des milliers de retraités pendant quatre ans ? Faut-il qu'on le rappelle au MSM qui dénonce aujourd'hui, sans aucune vergogne, la réforme de la pension rendue nécessaire par leur mauvaise gestion ?

Ce que Renganaden Padayachy ne dira jamais, c'est que l'argent qui rentre n'est rien s'il sort plus vite qu'il n'arrive. Il ne dira pas que le déficit sous son mandat était énorme, que les dettes s'empilaient, que les caisses comme la CSG ont été vidées sans vision, ni plan de durabilité pour les pensions de demain. Aujourd'hui, la réalité est simple : un État qui gère bien son argent ne laisse pas un déficit de Rs 192 millions par jour, ni des dettes impayées sur les vaccins.

Renganaden Padayachy aime ses chiffres sans contexte, ses slogans sans explication, ses bilans sans transparence. Mais le peuple mauricien ne vit pas de slogans. Il vit de la vérité et de la réalité. Il est temps de comprendre que le boom économique n'était qu'un mirage, un écran de fumée, et qu'il aura fallu un changement de gouvernement pour commencer à assainir réellement les finances publiques. Car le peuple ne mérite pas des slogans, mais des solutions.

UP



Maurice, havre de paix

Dans un contexte mondial marqué par une montée inquiétante des tensions géopolitiques, des conflits armés et un recul généralisé de la paix — à un niveau inédit depuis la Seconde Guerre mondiale — le maintien de Maurice à la première place en Afrique subsaharienne dans le Global Peace Index 2025 prend une importance particulière. Alors que la planète entre dans une ère de « grande fragmentation », avec des risques accrus de nouveaux conflits, Maurice se démarque comme un îlot de stabilité, de démocratie et de paix durable. Cette performance, portée par une transition démocratique réussie, une stabilité politique et une économie résiliente, offre une lueur d'espoir et un exemple inspirant dans un monde de plus en plus troublé.

C'EST ÉCRIT

« L'affaire du Reward Money et les soupçons de détournement de Rs 240 millions révèlent bien plus qu'un simple cas de corruption. Elle expose au grand jour les dérives d'un mode de gouvernance qui récompense les hommes « sûrs », ceux qui montent dans la hiérarchie non pas par mérite ou intégrité, mais par proximité politique. Quand l'odeur du pouvoir remplace celle du service, il ne faut pas s'étonner que certains deviennent des monstres. »



Nad Sivaramen
L'Express
Mardi 1er juillet 2025

A ÉTÉ DIT



« L'environnement avant le Budget : une bombe à retardement d'un clientélisme électoral débridé. Le gouvernement a hérité d'une situation très difficile pour son premier Budget. Pour une large part, c'est à cause de l'irresponsabilité et de l'ineptie des gouvernements des deux précédents cycles électoraux. Il y a eu une surenchère électoraliste effrénée. Entre des élections, la gouvernance économique a été affairiste et opaque — pour remercier les agents et courtiers de « vote banks » par des postes lucratifs, des concessions du patrimoine public, des contrats et tout un réseautage de sous-contracts juteux, émis sans « accountability » et en toute impunité. »

Nalini Burn
Le Défi
Jeudi 3 juillet 2025

DOWN

Gaza : Aide humanitaire, piège mortel

La situation à Gaza atteint un niveau d'inhumanité glaçant, dans une indifférence internationale de plus en plus insupportable. Tandis que des civils, désespérés, meurent en tentant d'obtenir de la nourriture, les structures censées leur venir en aide — comme les centres GHF — deviennent des zones de mort, bombardées ou instrumentalisées. Pendant ce temps, Israël, malgré les accusations de crimes de guerre et de génocide, poursuit ses attaques contre des camps de déplacés et des points de distribution. Chercher à manger ne devrait jamais être une condamnation à mort, comme l'a déclaré le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT
OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, M. IRSAADNUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of *Miss Marina Eileen Calou*, will survey a portion of land of extent of **642.00m²** belonging to *Miss Marina Eileen Calou* by virtue of a deed transcribed in *TV 2626 No. 4* situate in the District of *Riviere du Rempart*, at *Poudre D'Or*.

The said survey will start on **Tuesday 29th July 2025** as from **11hrs00** and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 2nd July 2025.

(sd) M. IRSAADNUCKCHADY
LAND SURVEYOR

Of 4, Sir Virgil Naz Street,
Port-Louis



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité
et seront publiées dans le journal ou
sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Lutte contre la drogue

La NADC passe à l'action

La National Agency for Drug Control (NADC) a présenté, ce mercredi 3 juillet, sa stratégie nationale pour combattre la consommation et le trafic de drogue à Maurice. Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse organisée aux Docks, à Port-Louis, à l'issue de la toute première réunion de son conseil d'administration.

Le président de l'agence, Sam Lauthan, ainsi que son Chief Executive Officer (CEO), le Dr Fayzal Sulliman, ont dressé les grandes lignes de cette stratégie, fondée sur la coordination nationale, la prévention, l'application de la loi et l'accompagnement des personnes vulnérables.

Sam Lauthan a mis l'accent sur l'importance d'une coordination intergouvernementale renforcée. Selon lui, la réunion inaugurale du conseil d'administration marque un tournant dans l'approche du gouvernement, désormais unifiée, fondée sur des données probantes et pilotée par la NADC en tant qu'organe central. L'agence opère sous la



supervision de la National Drug Control Commission, présidée par le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, et composée de 16 ministres. « Cette Commission fonctionne comme un mini-Cabinet exclusivement dédié à la politique antidrogue », a-t-il expliqué.

Deux hotlines dédiées sont désormais en service : l'une pour signaler anonymement les cas de trafic de drogue, reliée aux services d'enquête et de renseignement ; l'autre pour offrir du soutien psychologique et social aux individus et familles touchés par la toxicomanie. Sam Lauthan a souligné la nécessité de rompre avec la stigmatisation sociale dont sont victimes les enfants et familles

affectés. « Le changement de comportement est un processus de long terme. L'approche de la NADC reposera sur l'empathie, la prévention et un soutien durable. » Il a aussi appelé les médias à jouer un rôle clé dans cette mobilisation nationale.

De son côté, le Dr Fayzal Sulliman a précisé que la NADC adopte une démarche intégrée, englobant la coordination de l'application des lois, la prévention, le traitement, la réinsertion, ainsi que la gestion des soins liés au VIH/Sida. Chaque secteur est soutenu par des divisions spécialisées, notamment le National AIDS Secretariat, placé sous l'égide du Bureau du Premier ministre. L'agence s'appuie également sur des groupes de travail

techniques incluant des représentants de la société civile, des ONG et des partenaires techniques. « Ce modèle ascendant garantit que nos actions soient ancrées dans les réalités du terrain », a-t-il affirmé.

Le CEO de la NADC a rappelé que la loi constitutive de l'agence contient une clause de protection des lanceurs

d'alerte. Celle-ci interdit toute forme de représailles à l'encontre de personnes dénonçant, de bonne foi, des activités liées au trafic. Cette protection est renforcée par un système de surveillance en temps réel, permettant des signalements sécurisés et des réponses rapides et efficaces.

Les deux responsables de la NADC ont exprimé leur optimisme quant à l'avenir, réaffirmant l'engagement du gouvernement à tisser des partenariats solides avec tous les acteurs — ministères, ONG, secteur privé et citoyens — afin de bâtir une riposte nationale durable et efficace face à la problématique de la drogue à Maurice.

Drug Rehabilitation Centre à Petit-Verger

Préparer les détenus à une réinsertion durable

Dès septembre 2025, la prison de Petit-Verger accueillera une unité spécialisée de désintoxication et de réhabilitation, destinée aux détenus proches de la fin de leur peine. Ce projet, à visée sociale et humaine, marque une évolution significative dans la manière d'accompagner la réinsertion des détenus.

Située dans l'Ouest et accueillant environ 300 détenus, la prison de sécurité moyenne est actuellement en pleine transformation. L'objectif est d'être opérationnelle pour le 20 septembre, avec un encadrement strict mais adapté, combinant discipline carcérale et soutien psychologique.

Une cellule de travail interne, spécialement mise sur pied, coordonne les travaux : démolition de structures inutiles, séparation physique des espaces et



aménagements adaptés. La future unité comprendra dortoirs, salles de formation, espaces d'écoute et ateliers pratiques. Le programme visera non seulement à rompre avec les addictions, mais aussi à préparer psychologiquement les détenus à leur retour dans la société.

Les candidats à ce parcours ne seront pas choisis au hasard. Seuls les détenus ayant démontré une bonne conduite, une volonté sincère de changement et étant proches de leur libération seront admissibles. Le

processus de sélection est encore en cours, mais la priorité est donnée à ceux ayant un véritable projet de réinsertion.

Le projet se fait en partenariat avec plusieurs ONG spécialisées dans la lutte contre les addictions et l'accompagnement à la réinsertion. Ces intervenants animeront des ateliers, assureront les suivis thérapeutiques et participeront à l'évaluation des progrès. Hommes et femmes pourront en bénéficier, dans des sections distinctes.

Cette transformation s'inspire d'une recommandation formulée dès 2018 par la commission d'enquête sur la drogue, qui proposait de faire de Petit-Verger un *National Treatment Centre*. Longtemps restée lettre morte, l'idée trouve aujourd'hui une application concrète et prometteuse.

Affaire Lilram Deal

**L'ACP, au cœur d'un scandale
à Rs 250 millions, reste en détention**

L'assistant-commissaire de police (ACP) Lilram Deal, ancien chef de la Counter Terrorism Unit (CTU), restera en détention. Sa demande de libération sous caution a été rejetée par la cour de district de Port-Louis, alors que l'enquête de la Financial Crimes Commission (FCC) sur un présumé scandale de blanchiment d'argent et de détournement de fonds publics lié à la *Reward Money* bat son plein. A nouveau présenté en cour ce jeudi, il a été reconduit en cellule jusqu'au 10 juillet prochain.

Ce dossier explosif, qui pourrait impliquer plusieurs hauts gradés de la police, repose notamment sur une enveloppe estimée à Rs 250 millions, censée récompenser les informateurs ayant permis des saisies de drogue majeures. Toutefois, selon les premières conclusions des enquêteurs, une partie substantielle de ces fonds aurait été indûment perçue ou détournée par des officiers supérieurs.

Lilram Deal est soupçonné d'avoir encaissé Rs 4,5 millions, retrouvés sur un compte bancaire conjoint avec son épouse. Une partie de cet argent aurait été transférée vers son compte personnel, puis utilisée pour acquérir un véhicule, aujourd'hui sous séquestre. Il aurait également remis Rs 500 000 à un autre haut gradé, selon ses propres aveux. Les autorités cherchent désormais à retracer le sort des fonds restants et à vérifier s'ils ont servi à l'achat ou la rénovation de plusieurs biens immobiliers, ou encore pour l'acquisition de terres agricoles.

Le juge évoque un risque élevé de manipulation

Lors de l'audience, la magistrate Naazish Sakauloo a estimé que les garanties avancées par la défense – notamment les attaches locales de l'accusé – n'étaient pas suffisantes pour écarter le risque de fuite, de falsification de preuves ou d'ingérence auprès de témoins clés. La FCC a en effet souligné que Lilram Deal dispose de liens familiaux au Canada et qu'il a voyagé régulièrement à l'étranger. Des documents cruciaux, tels que des relevés bancaires et titres de propriété, sont toujours manquants. Face à ces éléments, la magistrate a conclu que la remise en liberté conditionnelle de l'accusé compromettrait l'intégrité de l'enquête. L'ACP Deal devra donc rester en détention au Moka Detention Centre jusqu'à sa prochaine comparution.

**Silence, stratégies et Interdiction Order**

Depuis son incarcération, Lilram Deal adopte une posture de réserve face aux enquêteurs. Il invoque son état de santé et se retranche derrière les dispositions de l'*Official Secrets Act* pour éviter de répondre à

des questions portant sur les circuits financiers et l'identité de ses informateurs au sein de la CTU. Cette attitude entrave le travail de la FCC, qui s'efforce d'établir le modus operandi du décaissement de ces fonds, notamment après la saisie record d'héroïne en 2022 dans le Nord du pays.

En parallèle, la carrière de l'ACP Deal semble définitivement compromise. Il a été suspendu de ses fonctions à la suite d'un *Interdiction Order* émis après son passage en Cour. Ce qui enterme également ses espoirs de bénéficier de ses droits à la retraite.

Des ramifications au sein des Casernes centrales

Le scandale ne s'arrête pas à l'ACP Deal. D'autres officiers de haut rang, dont certains proches de l'ancien pouvoir politique, sont dans le viseur de la FCC. L'un d'eux, qui aurait perçu Rs 500 000 via le même système de récompenses, aurait négocié une prolongation de service jusqu'à novembre alors qu'il devait prendre sa retraite en avril. Si des accusations formelles sont retenues contre lui, il pourrait, à l'instar de Deal, être suspendu et perdre ses droits à la retraite.

Deux autres officiers, ayant défié dans le passé l'autorité du Directeur des Poursuites Publiques sous l'ancien commissaire Anil Kumar Dip, seraient également cités dans cette affaire. Leur convocation '*under warning*' est imminente, mais conditionnée à la réception de documents bancaires et fonciers.

La suite de l'enquête

La FCC a sollicité la collaboration d'une concession automobile pour retracer l'achat du véhicule saisi. Elle s'attache également à établir si les procédures de '*due diligence*' prévues par la Financial Intelligence and Anti Money Laundering Act ont été respectées.

Dans les jours à venir, les enquêteurs espèrent obtenir les documents manquants pour pouvoir confronter les déclarations de Lilram Deal à des éléments tangibles. En attendant, l'affaire continue de secouer les Casernes centrales et pourrait bien ébranler davantage encore les fondations de l'appareil sécuritaire de l'État.

Incendie au ministère de la
Sécurité sociale**Une tentative de
destruction de preuves ?**

Un incendie s'est déclaré dans une section du 10^e étage du Renganaden Seeneevassen Building à Port-Louis, siège du ministère de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, dans la matinée du lundi 30 juin 2025. Si aucun blessé n'est à déplorer, l'alerte est grave : plusieurs documents sensibles liés à la supervision des maisons de retraite ont été détruits. L'enquête, toujours en cours, privilégie d'ores et déjà la piste criminelle.

Le ministère, dans un communiqué diffusé le 2 juillet, a salué l'intervention rapide des sapeurs-pompiers et de la police, tout en indiquant que les dégâts sont toujours en cours de répertoriage. Mais en coulisses, les soupçons sont lourds : les flammes ont touché spécifiquement les locaux abritant le *Residential Care Home Office*, le *Home Care Resident Board* et le service de délivrance de permis pour établissements d'accueil de personnes âgées – trois unités clés actuellement sous le feu des projecteurs en raison d'une enquête interne ouverte en avril sur de graves manquements dans certaines maisons de retraite privées.

Des éléments troublants viennent appuyer l'hypothèse d'un acte volontaire. Un tissu brûlé et un morceau de papier hygiénique partiellement carbonisé ont été découverts sur les lieux et saisis comme pièces à conviction.

Un timing troublant

Le sinistre survient alors que les services touchés devaient remettre des documents dans le cadre d'audits liés à l'affaire *Fieldview Care Home*, une maison de retraite illégale accusée de graves négligences. Ce scandale, impliquant saisie de drogue, abus présumés et complicité administrative, fait l'objet d'enquêtes criminelles. Des documents potentiellement liés à cette affaire auraient été détruits dans l'incendie.

Les autorités assurent vouloir « *faire toute la lumière sur cet incident* ». La police scientifique a effectué des prélèvements et les auditions du personnel sont en cours. Plusieurs employés ont été invités à fournir des informations sur les accès aux bureaux sinistrés dans les jours précédant l'incendie. À ce stade, aucune arrestation n'a été effectuée, mais l'enquête progresse.

Si l'acte criminel est confirmé, il pourrait avoir des répercussions graves au sein même de l'appareil administratif. Les regards sont désormais tournés vers la hiérarchie du ministère, déjà critiquée pour des manquements répétés dans la régulation du secteur des maisons de retraite. Ce nouvel épisode ne fait que fragiliser davantage une institution secouée par les scandales à répétition.

Affaire de meurs à Flic-en-Flac

Une mère arrêtée pour avoir prostitué sa fille adolescente

Une mère de 37 ans a été interpellée mercredi par les forces de l'ordre dans une affaire sordide d'exploitation sexuelle impliquant sa propre fille mineure. Cette Vacoassienne est accusée d'avoir contraint son adolescente à la prostitution pendant trois années et est maintenue en détention dans l'attente de sa comparution devant la justice. Les enquêteurs recherchent désormais un dénommé Fred, l'homme auquel la suspecte aurait vendu sa fille.

L'affaire avait été révélée ce lundi au poste de police de Flic-en-Flac, lorsqu'une adolescente de 17 ans, accompagnée de son père, a dénoncé une série d'abus sexuels qu'elle aurait subis depuis l'âge de 14 ans. Les faits suggèrent un cas grave de trafic d'enfants orchestré au sein même de la famille.

Un témoignage glaçant

Le témoignage de la jeune fille fait état d'un homme d'environ 38 ans qui aurait entretenu des rapports sexuels forcés avec elle, moyennant rémunération. Le premier incident se serait produit lorsque l'individu s'est présenté au domicile familial à Vacoas. La victime affirme avoir surpris une conversation entre sa mère, âgée de 36 ans, et cet homme, au cours de laquelle il aurait été question d'un arrangement financier. Peu après, sa mère l'aurait contrainte à suivre cet inconnu.

L'adolescente aurait alors été conduite dans un appartement à Flic-en-Flac, où elle aurait été agressée sexuellement. Par la suite, le suspect lui aurait remis Rs 3 000 en lui disant de remettre l'argent à sa mère. Ce scénario se serait répété pendant trois années. La jeune fille affirme avoir été forcée à subir ces agressions sous l'influence directe de sa mère, qui aurait agi en tant qu'intermédiaire dans ce système d'exploitation sexuelle.

Une enquête en cours

La jeune fille, profondément marquée par ces années de silence, a exprimé sa volonté de coopérer pleinement avec la police. Elle a fait part de son souhait de se soumettre à un examen médical et participer à toutes les procédures judiciaires. Elle a également affirmé être en mesure d'identifier son agresseur.

Face à la gravité des faits, une enquête policière a été ouverte pour des infractions liées au trafic d'enfants, au viol et au complot. La Brigade pour la Protection de la Famille de la Western Division est activement engagée dans ce dossier.

Mahébourg : Trois suspects arrêtés après l'agression mortelle de Kursley Melin

La petite ville de Mahébourg est sous le choc après le décès brutal de Jean Sherly Kursley Melin, 46 ans, survenu dans la nuit du dimanche 30 juin au lundi 1er juillet. L'enquête de la Criminal Investigation Division (CID) de Mahébourg avance rapidement, avec l'arrestation de trois individus, dont un mineur.

Les faits se sont déroulés aux abords de la foire de Mahébourg, un lieu habituellement animé, mais désert en pleine nuit hivernale. Ce soir-là, vers 1h du matin, Kursley Melin, colporteur connu dans la région, contacte son frère et lance un appel de détresse : il vient d'être roué de coups. Alerté, ce dernier se rend immédiatement sur place et retrouve son aîné grièvement blessé. Incapable de donner l'identité de ses agresseurs, Kursley Melin supplie simplement qu'on le conduise à l'hôpital. Aidé d'un riverain, son frère parvient à le transporter, tant bien que mal, jusqu'au poste de police sur une bicyclette. Pris en charge par la



police, l'homme est conduit en urgence à l'hôpital, où son décès est constaté peu après. L'autopsie a révélé une rupture de la rate.

Grâce aux images de vidéosurveillance du Safe City Network, les enquêteurs repèrent des mouvements suspects près du lieu du drame. Trois personnes sont vues fuyant la zone peu après minuit. L'une d'elles, un adolescent de 17 ans, est formellement identifiée : il ne portait pas de cagoule contrairement à ses complices. Interpellé le lendemain, il passe aux aveux en présence de ses parents. Il explique qu'une dispute aurait dégénéré, menant à l'agression de la victime. Selon ses dires, la bande aurait ensuite tenté de déplacer Kursley Melin à bicyclette avant de

l'abandonner, blessé, non loin de la foire.

Les deux autres suspects, des adultes dont l'identité n'a pas été dévoilée, ont été présentés devant la justice ce mercredi 2 juillet sous une accusation provisoire de meurtre. Le dossier du mineur, quant à lui, a été soumis au Directeur des poursuites publiques (DPP) pour décision. Il reste en détention au Correctional Youth Centre en attendant la suite des procédures.

La police écarte la piste du vol, puisque le téléphone de la victime, avec lequel il a appelé à l'aide, était toujours en sa possession. Les enquêteurs penchent plutôt pour un acte prémédité, les deux adultes ayant dissimulé leur visage. Reste à comprendre le véritable mobile de l'agression.

L'enquête, placée sous la supervision du Detective Inspector St-Mart, se poursuit afin de faire toute la lumière sur les circonstances exactes de cette nuit tragique.



TENDER FOR SALE OF COMPANY VEHICLE

REFERENCE NO: ATOL/OAB/ADM/2025/008

Airport Terminal Operations Ltd (ATOL) invites interested parties to submit their best offer for a Company Vehicle as detailed below:

Make / Model	Registration No	Engine capacity	Colour	Mileage
Audi A6	9556SP22	1984cc (Petrol Hybrid)	Grey	76,755 km

The above vehicle will be sold on an "as is and where is" basis and can be examined at the company's premises during working days with prior appointment by calling on 603 6000.

The Tender Form may be downloaded free of charge from the following URL: <https://mauritius-airport.atol.aero/corporate/procurement/invitation-for-bids>.

The Tender Form, accompanied with a Banker's Cheque representing 10% of the amount tendered drawn in favour of Airport Terminal Operations Ltd, enclosed in a sealed envelope clearly marked on the top left-hand corner 'Tender for Sale of Company Vehicle, Reference No: ATOL/OAB/ADM/2025/008, should be addressed to the Chairman Tender Committee, Airport Terminal Operations Ltd and be deposited in the Tender Box located at the under-mentioned address on **Tuesday 05 August 2025 up to 13h30 (local time) at latest**. Late bids will be rejected.

Address for submission of bids:

The Chairman Tender Committee,
Airport Terminal Operations Ltd,
ATOL Offices, Hall A
SSR International Airport, Plaine Magnien.
Tel: 603 8300

ATOL reserves the right to cancel this bidding process at any time prior to selection without incurring any liability towards any bidder.

06 July 2025

Moris pa 1 lotel pou ban criminel

C'est par ce hashtag, lancé sur les réseaux sociaux, que le groupe *MRU Students for Palestine*, regroupant des étudiants des universités de Maurice, a décidé de conscientiser l'opinion publique et de faire pression sur les décideurs politiques concernant la nécessité de refuser l'accès au pays aux criminels de guerre de l'IDF et aux sionistes en général.

Cette initiative inédite fait suite à celle d'écrire une lettre ouverte au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères, exigeant, entre autres, la rupture des relations diplomatiques avec Israël.

Pour revenir au hashtag lancé cette semaine sur les réseaux sociaux, l'objectif est d'amener le gouvernement à refouler du sol mauricien les criminels de guerre, et cela en conformité avec le soutien déclaré des décideurs à la Palestine. L'initiative se veut aussi une suite logique de la décision du gouvernement des Maldives, qui interdit aux Israéliens l'entrée sur son sol.

La diffusion du hashtag sur les réseaux sociaux sera suivie par l'installation, à des endroits stratégiques, d'une vingtaine de banderoles en vue de sensibiliser l'opinion publique afin d'obtenir un soutien à cette action. L'initiative vient, encore une fois, donner suite à celle des Maldives dans cette direction.

Par ailleurs, le groupe *MRU Students for Palestine*, qui évoluait jusqu'ici comme une plateforme WhatsApp, a pris l'initiative, la semaine dernière, d'écrire une lettre ouverte au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères pour soumettre leurs demandes en vue de forcer Israël à mettre un terme au génocide.

Ils demandent aux décideurs politiques de revoir la délivrance de visas aux détenteurs de passeports israéliens, de la suspendre en attendant de vérifier la conformité aux lois internationales sur le respect des droits humains. Ils demandent aussi des vérifications approfondies en vue de refuser l'entrée sur le territoire d'individus affiliés au système militaire israélien, incluant les soldats de l'IDF et les réservistes.

Le *MRU Students for Palestine* demande finalement au gouvernement de suspendre les liens diplomatiques avec Israël, en conformité avec l'engagement de Maurice en faveur de la justice.

■ **Mosadeq Sahebodin**

Comment cultiver la sincérité

En Islam, la sincérité (Ikhlās) est une qualité essentielle pour l'acceptation d'une bonne action. Elle consiste à agir avec une intention pure, dirigée uniquement vers Allah, et non pour l'éloge des hommes ou pour un gain personnel. La sincérité est considérée comme la condition préalable à l'acceptation de toute bonne action, et non simplement une vertu recommandée.

Nous avons peut-être entendu ce Hadith célèbre qui raconte qu'au jour du Jugement un Qaari du Saint Qur'aan sera rejeté car il a récité le Livre Sacré pour être célèbre parmi les gens à cause de sa belle voix et non uniquement pour la satisfaction d'Allah. Il y en aura aussi un autre qui a fait la guerre sainte pour être reconnu comme un martyr. Leurs actions seront toutes rejetées par Allah car entachées par la soif de leur propre gloire et dépourvues de sincérité.

Pour cultiver la sincérité il faut sans cesse revoir son intention, vérifier si elle est pure et sincère, si l'on agit uniquement pour plaire à Allah et non pour obtenir un avantage ou une reconnaissance humaine. Exemple : si une personne fait la charité avec la sincérité (Ikhlās), elle le fait uniquement pour se rapprocher d'Allah, et non pour être vue comme charitable ou pour obtenir une récompense matérielle.

L'opposé de la sincérité est l'hypocrisie (Ri'ya), qui consiste à agir pour être vu des hommes, même si l'on n'a pas de véritable intention sincère. En Islam, l'intention (Niyyah) est aussi importante que l'acte. Une action bonne, mais faite avec une mauvaise intention, n'est pas considérée comme sincère et ne sera pas pleinement acceptée par Allah.

D'après un Hadith le Noble Prophète (pssl) a raconté l'histoire de cet homme venu rendre ses comptes au Jour du Jugement, craignant d'aller en enfer à cause de ses péchés innombrables et Allah lui dira : « *Va dans le Paradis, tu n'as pas besoin de rendre des comptes. Tu es pardonné* ». L'homme sera extrêmement surpris car il ne s'attendait pas à une telle tournure des événements et à mesure qu'il se dirige vers le Paradis, sa surprise le pousse à demander au Seigneur ce qui lui a valu d'être pardonné. Sur ce Allah lui dira : « *Tu te rappelles de cette nuit où tu marchais tout seul dans ton village et ton pied a heurté une grosse pierre. Tu es alors revenu sur tes pas et même si tu n'y étais pas obligé, tu as enlevé*

cette pierre du chemin afin qu'une autre personne ne soit pas blessée. Cette bonne action était sincère et c'est cela qui te mène au Paradis. »

Cette action que cet homme a accomplie a été faite à l'abri de tous les regards. Il était tout seul et c'était uniquement une bonne action pour la satisfaction d'Allah. Si quelqu'un se retrouve dans une situation similaire aujourd'hui dans notre ère des réseaux sociaux, on pourrait parier qu'il va d'abord prendre un selfie devant la pierre puis il va faire une vidéo de lui-même débarrassant la chaussée de cette pierre encombrante pour ensuite la poster sur Tik Tok en vue d'obtenir des 'likes' pour son action 'héroïque'. Voilà qui est le contraire même de la sincérité.

Pour cultiver la sincérité en nous, il nous faut nous soigner de l'ostentation. Il faut apprendre à donner de la main droite sans que la main gauche soit au courant de ce qu'on a donné. Beaucoup de gens bien intentionnés font un travail remarquable pendant le Ramadan en donnant des vivres aux gens se trouvant dans des situations précaires. Si beaucoup le font discrètement il y en d'autres qui se prennent en photo en livrant les cartons à ces pauvres gens. Ils vont ensuite poster ces photos sur Facebook. Ils appellent ça du 'marketing digital'. Quelle honte ! Si on veut vraiment aider ceux qui sont qualifiés pour recevoir la Zakaat, il faut d'abord apprendre à respecter leur dignité, leur droit à une vie privée et toute aide qui leur est destinée doit se faire dans la discrétion, sans fanfare ni trompette.

Le grand maître Soufi Al Harith Ben Asad Al Muhasibi (R.A) disait : « *L'homme sensé ne doit pas se relâcher dans l'inspection de son énergie, l'introspection, la purification de sa conscience et la surveillance de Dieu pour toute œuvre qu'il entreprend. Sans cela il sera dupé.* »

Il ajoute qu'après tous les efforts que nous pouvons faire pour purifier notre intention et agir avec sincérité nous devons tout de même rechercher l'aide du Seigneur pour nous combler de son 'Tawfeeq', pour agir avec sincérité, parce que sans son aide nous serons à la merci de Shaytaan qui sans cesse essaye de nous faire dérailler du chemin droit et de nous priver de la récompense des actions vraiment sincères.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Chronique

Choisir le courage politique aux dépens de la facilité



Quelques semaines après les décisions difficiles du nouveau pouvoir en place en ce qu'il s'agit des réformes drastiques des retraites, le cabinet des ministres a approuvé vendredi des mesures correctives. Qu'en sera-t-il de l'état d'esprit des Mauriciens ? Le sentiment de crainte, de peur mêlé à celui de désaccord qui habite une frange de la population ne s'estompera pas certes, mais les efforts du PM qui se conjuguent avec ceux de ses parlementaires, sont consentis pour atténuer les craintes, les peurs et les perspectives peu palpables.

Avant d'élaborer sur ce à quoi le long terme peut aboutir, dans la lignée de la sagesse établie qui est celle de 'un mal pour un bien', revenons sur les péripéties qui marquent l'action de Navin Ramgoolam.

Dans une démocratie, la tentation est forte de gouverner en fonction de l'opinion publique immédiate. Pourtant, Navin Ramgoolam s'est risqué en prenant des mesures impopulaires, avec la réforme des retraites principalement. Au fait, il n'a pas choisi la facilité, mais le courage politique. Ce qui est rare et risqué à la fois. Profondément, il croit que l'avenir de Maurice peut être non seulement sauvé, mais transformé.

Ce que nous décrivons évoque un paradoxe politique classique : celui d'un gouvernement intrépide qui choisit de sacrifier sa popularité immédiate pour le bien à long terme. C'est l'antithèse

du populisme — une forme de gouvernance tournée vers l'intérêt durable plutôt que vers l'approbation électorale à court terme. NcR agit contre le vent, convaincu que l'histoire finira par leur donner raison.

Dans une société d'hypercommunication, où les réactions sur les réseaux sociaux guident les discours, le courage politique est presque suicidaire. Il demande une vision claire ; une confiance forte dans l'intelligence collective à long terme et une capacité à encaisser l'impopularité.

Le problème ? L'effet des bonnes décisions met souvent des années à se manifester, tandis que la douleur est immédiate (perte de pouvoir d'achat, frustration, incertitude). Un tel gouvernement peut être perçu comme une cause perdue dans l'instant présent, car il va à contre-courant. Pourtant, il n'est pas irrationnel. Il incarne une forme d'espoir lucide : celle qu'une société peut mûrir, reconnaître ses erreurs passées, et accepter de souffrir pour mieux rebondir.

Navin Ramgoolam ne vient pas dire aux Mauriciens ce qu'ils ont envie d'entendre, mais ce qu'ils ont besoin d'entendre. Depuis trop longtemps, les gouvernements successifs ont différé l'inévitable, anesthésié les douleurs au lieu d'en soigner les causes. Ils ont évité les décisions difficiles, préférant le confort de la popularité à la rigueur du devoir. Ainsi, la population a été dopée pour qu'elle dépense, vive avec l'argent qu'elle n'avait

pas. Résultat des courses : le surendettement, la chute brutale de la roupie et l'inflation ont pris le peuple par la gorge.

Le Premier ministre fait éclater la dure vérité : nous n'avons pas ce luxe. Aujourd'hui, nous faisons face à des défis qui ne peuvent être repoussés d'un mandat à l'autre. Le dérèglement climatique, le déséquilibre de nos finances publiques, la fracture de notre système éducatif, la désindustrialisation silencieuse, la crise de confiance entre l'État et les citoyens — tout cela n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que le PM a décidé d'y faire face, vraiment.

En substance, N. Ramgoolam veut lancer ceci aux Mauriciens: il prend des mesures qui vont demander des efforts à chacun. Des réformes profondes, parfois douloureuses. Elles ne seront pas populaires. Elles seront attaquées, caricaturées, instrumentalisées. Mais, il ne va pas cesser d'expliquer que le courage d'un gouvernement ne se mesure pas à l'enthousiasme des applaudissements, mais à sa capacité à préparer l'avenir quand tout pousse à flatter le présent. « *Nous ne gouvernons pas pour l'élection suivante, mais pour la génération suivante. Il faudra du temps. Il faudra de la patience. Il faudra que nous fassions bloc. Mais ces efforts, si nous les assumons ensemble, paieront. Dans cinq ans, dans dix ans, notre pays sera plus résilient, plus juste,*

plus respecté. Et alors, peut-être, on dira de nous que nous avons évité le pire. Que nous avons choisi la lucidité, quand il était encore temps. »

Navin demande la confiance des Mauriciens, non pour lui et son équipe, mais pour ce que son gouvernement et la population peuvent bâtir ensemble. « *Ce n'est pas une cause perdue. C'est une cause exigeante. Et c'est la nôtre* », lance-t-il sans ambages.

C'est vrai que notre économie, longtemps portée par le tourisme, l'importation à bas coût et une relative stabilité, montre aujourd'hui ses fragilités. Les inégalités se creusent. Le coût de la vie pèse lourd. Notre modèle de développement, que nous avons hérité et consolidé au fil des années, a atteint ses limites.

Le PM a raison de ne pas fuir tous ces défis sus-mentionnés. Il ne gouvernera pas avec l'idée de plaire pour durer. Il gouvernera avec le devoir de préparer. Il n'est pas naïf de demander aux Mauriciens de tout approuver. Quoi qu'il insiste sur le fait que son action s'impose pour que Maurice ne devienne pas un pays qui regrette de ne pas avoir agi quand il en avait encore la possibilité.

Notre pays traverse une période délicate. Nous faisons face à des défis immenses - certains sont visibles, d'autres plus silencieux, mais tous exigent que nous regardions les choses en face.

■ RM

Sport

L'Athletic Club a créé la surprise en annonçant la prolongation de contrat de Nico Williams, pourtant annoncé ces derniers jours du côté du FC Barcelone. L'ailier basque s'engage désormais jusqu'en 2035, soit huit années supplémentaires par rapport à son précédent contrat, qui courait jusqu'en 2027. À noter également que sa clause libératoire a été revalorisée de 50 %.

L'Athletic Club a confirmé que Nico Williams a prolongé son contrat avec le club rojiblanco jusqu'en 2035, soit huit saisons supplémentaires, et que sa clause libératoire a été augmentée de plus de 50 % par rapport à la précédente.

«Quand il faut prendre des décisions, pour moi, ce qui compte le plus, c'est le cœur. Je suis là où je veux être, avec les miens, c'est ici chez moi. Aupa Athletic !», a déclaré Nico Williams dans la vidéo par laquelle le club a annoncé sa prolongation.



Cette annonce, pour le moins inattendue, met un terme à l'un des feuilletons de l'été, alors que l'ailier espagnol semblait tout proche de rejoindre le FC Barcelone qui avait intensifié les négociations ces derniers jours. Cependant, le club catalan n'était pas en mesure de garantir son inscription, du moins pour le moment, ce qui aurait pu pousser le cadet des frères Williams à ne pas attendre davantage.

Des médias comme 'Sport' et 'EFE' ont révélé

que Javier Tebas, président de LaLiga, avait déjà informé Joan Laporta que le club entrerait bientôt dans la règle du 1:1 du Fair Play financier, ce qui permettrait au Barça d'enregistrer de nouveaux joueurs plus tôt que prévu.

Cela dit, le FC Barcelone n'était pas le seul club à avoir formulé une offre à Nico Williams. Le Bayern Munich, intéressé depuis longtemps par l'ailier, lui a transmis une ultime proposition ces dernières heures, accompagnée d'une offre financière très alléchante. De leur côté, Arsenal et Chelsea avaient également manifesté leur intérêt pour le joueur.

Une opération qui semblait quasiment conclue – au point que plusieurs joueurs et membres du Barça en avaient parlé ouvertement – a finalement capoté à la dernière minute, laissant les Blaugranas privés de leur "plan A" pour renforcer leur secteur offensif. Un véritable revers pour Hansi Flick, qui va devoir se tourner vers une "option B" sur le marché.

Le monde du football pleure la mort de Diogo Jota

Le décès de Diogo Jota a endeuillé le monde du football. Des milliers de messages du monde entier pleurent la mort du footballeur : presse, fédérations, clubs, supporters...

La collision s'est produite vers 00h30 au kilomètre 65 de la A-52, près de la ville de Palacios de Sanabria, selon les services d'urgence de Castille et Léon. Le Portugais était accompagné de son frère André Silva, footballeur de Penafiel, qui a également perdu la vie. Des témoins affirment que le véhicule a quitté la route et a commencé à brûler après l'accident. **La cause de l'accident n'est pas encore connue.**

Les services de santé n'ont rien pu faire

En raison de la force initiale des flammes, **qui se** sont propagées dans la végétation environnante, les pompiers de la ville voisine de Rionegro del Puente ont dû être déployés. Ils ont collaboré avec les services médicaux d'urgence dans le cadre des opérations de sauvetage, mais n'ont rien pu faire pour sauver la vie des occupants du véhicule. Par ailleurs, il y a seulement dix jours, le 22 juin, **Diogo Jota** s'est marié avec Rute Cardoso, sa compagne qu'il fréquentait depuis 2013. Ensemble, ils avaient trois jeunes enfants.

Diogo Jota, qui a perdu la vie aux côtés de son frère dans un accident de la route dans la province de Zamora, en Espagne. Un drame qui a pris le monde du football par surprise. D'abord relayée par la presse, la nouvelle a ensuite conduit clubs et fédérations à exprimer



DIOGO JOTA
03-07-2025



leur chagrin face à la perte de Diogo et de son frère André. Peut-être la plus douloureuse a été celle de la Fédération portugaise : «La Fédération et tout le football portugais sont dévastés par la mort de Diogo Jota et de son frère André Silva. Bien plus qu'un joueur fantastique, Diogo était une personne extraordinaire, respectée par ses coéquipiers comme par ses adversaires, avec une joie de vivre contagieuse. Nous adressons nos plus sincères condoléances à leur famille et à leurs proches. La Fédération a demandé à l'UEFA une minute de silence ce jeudi avant notre match face à l'Espagne à l'Euro féminin.»

Le FC Porto, où les deux frères avaient évolué, a également exprimé sa tristesse : «Le FC Porto est en deuil. C'est avec stupeur et une profonde peine que nous présentons nos condoléances les plus sincères à la famille et aux amis de Diogo Jota et de son frère André, qui a joué pour nous dans les équipes de jeunes. Qu'ils reposent en

paix.» En Italie, Naples n'a pas tardé à apporter son soutien à la famille : «Au nom du président De Laurentiis, d'Antonio Conte, de la direction, du staff et des joueurs, nous exprimons notre profonde tristesse face à cette disparition soudaine.» La nouvelle a fait le tour du monde. Au Brésil, Santos s'est associé au deuil : «Un jour très triste pour le sport. Nous présentons nos plus sincères condoléances aux familles, amis et supporters de Liverpool et du Penafiel – le club de son frère André.»

Rúben Neves, coéquipier de Diogo Jota en sélection, a exprimé sa douleur sur son compte Instagram : «On dit qu'on ne perd vraiment les gens que lorsqu'on les oublie. Moi, je ne t'oublierai jamais.»



Liverpool confirme que le maillot numéro 20 sera immortalisé pour honorer Diogo Jota pour toujours



André Silva, le frère de Diogo Jota également décédé dans l'accident

André Filipe Teixeira da Silva (Gondomar, Portugal, 28 avril 2000) avait 25 ans, soit trois de moins que le joueur de Liverpool, et il évoluait lui aussi dans le football professionnel. Il faisait actuellement partie du FC Penafiel, club de deuxième division portugaise. Le jeune homme, milieu de terrain connu sous le nom d'André Silva, disputait sa deuxième saison avec le Penafiel, avec lequel il avait inscrit sept buts et délivré trois passes décisives en 62 matchs sur ces deux années.

Le président du Sporting révèle le prix minimum si Arsenal souhaite signer Gyokeres

Le président du Sporting de Lisbonne, Frederico Varandas, s'est présenté devant les médias et a fait le point sur la situation de son joueur Viktor Gyokeres. Le président du Sporting de Lisbonne a clairement indiqué que le club n'avait pas besoin de vendre l'attaquant, même s'il pense qu'il partira «à moins qu'il n'ait le pire agent du monde».

Il ne fait aucun doute que Viktor Gyökeres sera l'un des grands feuilletons du mercato estival. L'attaquant du Sporting CP dispose de plusieurs offres, notamment en provenance de Premier League et d'Arsenal, et une somme importante est en jeu. Le président du club portugais, Frederico Varandas, a été interrogé par les médias et a analysé la situation. «Le Sporting n'a pas besoin de vendre Viktor Gyökeres. Heureusement, nous avons dépassé l'époque où il fallait céder notre principal actif. Mais nous restons sensibles aux rêves de Viktor ou de tout autre joueur. Le Sporting a pris l'engagement de ne pas exiger le montant total de la clause libératoire, après des semaines de discussions, ce sera un prix raisonnable par rapport aux exigences de Viktor», a-t-il commencé.

Et il est allé plus loin, estimant que son départ est quasiment garanti : «Je pense que Viktor peut partir, sauf s'il a le pire agent du monde, ce que je ne crois pas, car c'est l'un des meilleurs joueurs du monde.» Mais



le tarif à payer pour Arsenal ne sera pas bas : «Je ne vais pas révéler le montant exact, mais Viktor et son agent savent déjà ce que nous jugeons acceptable. Il ne partira tout simplement pas pour 60 millions plus 10 millions de variables. Ce n'est pas une tactique de négociation, cela n'arrivera pas.» «Viktor est déjà au courant, son agent aussi, ce que je souhaite, c'est que les supporters du Sporting le sachent également et profitent de l'été en étant tranquilles, car il n'y a que deux scénarios : le premier, un club respecte la valeur de marché correcte de Viktor et, à partir de là, nous serons totalement prêts à passer à l'attaque. Dans un second scénario, ce club ne veut pas de Viktor, Viktor ne souhaite aucun autre projet, il lui reste trois ans de contrat et il reste au Sporting. Nous serons alors très, très heureux», a conclu Varandas.

OFFICIEL: Olivier Giroud signe chez les DOGUES

Olivier Giroud signe son grand retour en Ligue 1 en rejoignant le LOSC. À 38 ans, le champion du monde s'engage pour un an avec l'ambition de relever un dernier défi et d'apporter toute son expérience.



Après deux saisons mitigées à Los Angeles FC (5 buts et 3 passes en 38 matchs), Olivier Giroud, 38 ans, fait son grand retour en France. L'attaquant champion du monde a résilié son contrat en MLS et s'est engagé avec Lille pour la saison prochaine. L'accord prévoit un contrat d'un an, avec option pour une saison supplémentaire, confirmant l'intention de Lille de s'appuyer sur son expérience sans s'engager trop longtemps. L'attaquant français vient renforcer un effectif en pleine reconstruction après le départ de Jonathan David.

À son arrivée, Giroud aura en charge un rôle de leader et de doublure musculaire

en attaque. Grâce à ses 720 matches, Lille voit en lui un joueur d'expérience, capable d'apporter son sens du collectif et du but, tout en servant de modèle pour les plus jeunes. Pendant sa conférence de presse d'adieu à LAFC, Giroud a expliqué avoir besoin d'un nouveau défi. Le LOSC «a coché beaucoup de cases» pour lui et sa famille, notamment grâce à la perspective de jouer en Europa League et de retrouver la Ligue 1, 13 ans après son départ.

Meilleur buteur de l'histoire de l'Équipe de France, il revient avec la volonté de s'imposer sur le terrain et de transmettre son expérience à ses coéquipiers. «Je suis très content et excité de revenir en France, à la maison... L'équipe a réalisé une très belle saison dernière et va jouer l'Europa League. C'est un groupe jeune et talentueux, qui a besoin de joueurs d'expérience comme moi. Je vais donc aussi être là dans ce rôle», a-t-il déclaré.

Le gardien du Barca Ander Astralaga rejoint Grenade en prêt

Barcelone et Grenade ont officialisé le prêt d'Ander Astralaga au club andalou jusqu'au 30 juin 2026.

Grenade commence à renforcer son nouveau projet en deuxième division espagnole. Le club andalou a annoncé en même temps que le FC Barcelone le prêt pour une saison du gardien de but Ander Astralaga jusqu'au 30 juin 2026. L'entité andalouse ne pose



pas d'option d'achat sur le gardien basque. Le jeune joueur cherche à faire sa place loin du Barça, n'ayant plus d'avenir au club après la récente signature de Joan Garcia en équipe première.

Ainsi, Ander Astralaga viendra concurrencer le gardien Luca Zidane dans la lutte pour le poste de gardien titulaire. Après le départ de Diego Mariño, une place s'est libérée et Grenade a réagi rapidement sur le marché en misant sur un produit de La Masia. Parallèlement, le club du Nuevo Los Cármenes a annoncé l'arrivée de Pau Casadesús. L'aillier a trouvé un accord pour devenir joueur rojiblanco jusqu'au 30 juin 2028. Il arrive en provenance d'Andorre, récemment promu en deuxième division espagnole.